

redoutant fort de le voir prendre les armes, lui proposait de se présenter ensemble comme médiateurs. Tandis qu'à Londres et à Paris on combinait cette médiation, Charles-Albert concluait l'armistice de Milan, seul moyen d'empêcher Radetzky d'envahir le Piémont et d'entrer à Turin. Cet armistice tirait le gouvernement français de tous ses soucis au sujet de l'intervention; car si les hostilités eussent continué et que les Autrichiens fussent allés à Turin, il eût été forcé d'intervenir à main armée. L'opinion publique en France était restée assez indifférente au sort des populations d'au delà du Tessin qui, pour la plupart, n'avaient fait preuve que d'un frivole enthousiasme et de vaines aspirations de nationalité; mais le danger du Piémont aurait éveillé ses sympathies, et puis le salut de ce pays devenait une nécessité pour la France. Hors de là elle n'avait pas grand intérêt à attaquer l'Autriche en ce moment, et ne devait suivre les événements d'Italie que pour y trouver l'occasion de recouvrer sa frontière des Alpes.

La Sardaigne accepta immédiatement la médiation; l'Autriche n'osait pas la refuser, mais elle essaya, avant de répondre, de la faire échouer. Bien que l'offre et l'acceptation lui eussent été communiquées par les trois puissances, elle proposa à la Sardaigne de traiter seule, directement et sans intermédiaire; son but était de donner à entendre que Charles-Albert reprenait ses anciennes défiances contre la France et revenait à l'Autriche. Le cabinet de Turin n'eut pas de peine à faire tomber cette mystification, et l'Autriche mise enfin en demeure de se prononcer catégoriquement, accepta aussi la médiation, et il fut convenu que des conférences allaient s'ou-